



**PRÉFET
D'INDRE-
ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Service d'Animation Interministérielle des
Politiques Publiques**

Bureau de l'environnement

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL PORTANT MISE EN DEMEURE
Société SERIOPLAST à Langeais**

Le préfet d'Indre-et-Loire
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu :

- le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;
- l'arrêté ministériel du 28 avril 2014 relatif à la transmission des données de surveillance des émissions des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 relatif à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) relevant du régime de l'autorisation ;
- l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 15000 délivré le 4 mai 1998 à la société SERIOPLAST pour l'exploitation d'une unité de fabrication de flacons en plastique sur le territoire de la commune de Langeais (37130), zone industrielle sud, concernant notamment la rubrique 2661 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant le 13 janvier 2025 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement, l'informant des constats relevés et des sanctions encourues dans le cadre de la mise en œuvre de la procédure de mise en demeure ainsi que du délai dont il dispose pour formuler ses observations ;
- l'absence de réponse de l'exploitant ;

Considérant ce qui suit :

Au terme de la visite d'inspection du 19 décembre 2024 l'inspecteur a constaté que les modifications qui découlent de l'évolution du parc machines et de l'arrêt de l'activité sérigraphie avec tous les éléments d'appréciation nécessaires (classement des activités actualisé au regard de la nomenclature des ICPE, gestion des rejets atmosphériques, prévention du risque incendie) n'ont pas été portées à la connaissance du préfet.

Par ailleurs, le plan d'intervention et de secours n'intègre pas les fiches réflexes relatives aux opérations de maintenance préventive associée au compresseur pour la mise en œuvre d'une part des obturateurs du réseau d'évacuation des eaux pluviales potentiellement polluées et d'autre part des bouchons périphériques permettant de constituer la capacité de rétention en telle situation.

Le plan d'intervention et de secours n'intègre pas non plus la présence de deux arrivées de gaz (citerne et réseau de ville) et les opérations de coupure à réaliser en cas d'incendie. En outre, aucun affichage spécifique signale leur existence et leur localisation.

Ces constats susvisés ont déjà été réalisés lors de la précédente inspection, le 27 juin 2022.

Par ailleurs, les trappes de désenfumage de l'établissement ne sont pas correctement entretenues. Les 6 anomalies électriques observées le 21 juin 2024 par le Bureau Véritas générant un risque incendie n'ont fait l'objet d'aucune action corrective.

Enfin, l'exploitant n'a pas transmis les résultats commentés de ses campagnes d'analyse PFAS par voie électronique à l'inspection des installations classées, au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne sur le site GIDAF, comme prévu par les arrêtés ministériels susvisés.

L'ensemble de ces écarts peuvent avoir un impact important sur l'environnement (sur les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement) et constituent un manquement aux dispositions du point 13 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 précité.

En conséquence, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société SERIOPLAST de respecter les dispositions du point 13 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture d'Indre-et-Loire,

ARRÊTE

Article 1 – La société SERIOPLAST exploitant une unité de fabrication de flacons en plastiques sur le territoire de la commune de Langeais (37130), zone industrielle sud, est mise en demeure :

Article 1.1

De respecter les dispositions de l'article R.181-46 II du code de l'environnement susvisé en portant à la connaissance du préfet, avec tous les éléments d'appréciation nécessaires (descriptifs installations en présence en comparaison de celles présentées au sein du dossier de demande d'autorisation initiale, bilan classement ICPE, gestion des rejets atmosphériques, prévention du risque incendie notamment, etc), les modifications notables apportées aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre, ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L.181-1 inclus dans l'autorisation, **dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté ;**

Article 1.2

De respecter les dispositions de l'article 46 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 4 mai 1998 susvisé en réalisant les actions correctives nécessaires à la mise à niveau des installations électriques de l'établissement et notamment en supprimant le risque incendie généré par l'état des installations électriques, **dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté ;**

Article 1.3

De respecter les dispositions de l'article 57 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 4 mai 1998 susvisé en réhabilitant l'ensemble des trappes de désenfumage de l'établissement afin de combattre au mieux tout commencement d'incendie, dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté ;

Article 1.4

De respecter les dispositions de l'article 59 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 4 mai 1998 susvisé en mettant à jour le plan d'intervention (fiches réflexes associées, arrivées de gaz et dispositions opérationnelles associées notamment), **dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté ;**

Article 1.5

De respecter les dispositions de l'article 4.III de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 susvisé en transmettant les résultats, commentés, des campagnes d'analyse PFAS, par voie électronique, à l'inspection des installations classées sur le site GIDAF, conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé, **dans un délai d'un mois** à compter de la notification du présent arrêté.

Article 2 : Sanctions :

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

Article 3 : Délais et voies de recours

Dans un délai de deux mois à compter de la notification de cette décision, les recours administratifs suivants peuvent être présentés :

- un recours gracieux, adressé à Monsieur le Préfet d'Indre-et-Loire par voie postale ou numérique ;
- un recours hiérarchique, adressé à Madame la Ministre de la Transition écologique, de la Biodiversité, de la Forêt, de la Mer et de la Pêche - Direction Général de la Prévention des Risques – Arche de la Défense – Tour Sequoia – 92055 LA DÉFENSE CEDEX.

Conformément à l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est également soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif d'Orléans, 28 rue de la Bretonnerie – 45057 ORLÉANS Cedex, dans un délai de deux mois suivant la date de notification du présent arrêté.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Le recours administratif prolonge de deux mois les délais de recours contentieux. Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ces recours.

Dans ces deux cas, le silence de l'administration vaut rejet implicite au terme d'un délai de deux mois.

Article 4 : Publicité :

Le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture d'Indre-et-Loire pendant une durée minimale de 2 mois, conformément à l'article R.171-1 du code l'environnement.

Article 5 : Exécution :

Le secrétaire général de la préfecture, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement et le maire de la commune de Langeais sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera adressée à l'exploitant par lettre recommandée avec accusé réception.

Tours, le 04 MARS 2025

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général de la préfecture,

Xavier LUQUET

